

Grappe Belgique

-- Accueil --

Accueil

Edito de septembre 2015 par Paul Lannoye

Le 26 septembre n'est pas une journée ordinaire

mardi 29 septembre 2015

Dans la nuit du 25 au 26 septembre 1983, le commandant d'une base aérienne soviétique refuse d'obéir aux ordres de riposter à une alerte atomique constituée par la détection de quatre missiles américains pointés vers l'URSS. Ce qui aurait dû logiquement déclencher une guerre nucléaire s'est heureusement réduit à un incident banal de la guerre froide, grâce à la décision courageuse d'une seule personne, le commandant Stanislas Petrov, décision tenue secrète par le pouvoir en place pendant de longues années. Il a fallu 30 ans pour que son attitude soit reconnue internationalement à sa juste valeur et pour que le 26 septembre ne soit plus jamais une journée ordinaire. Par décision de l'Assemblée générale de l'ONU du 5/12/2013, elle est devenue en effet la journée internationale pour l'élimination des armes nucléaires.

La signature du Traité de non-prolifération (TNP) en 1968 résultait d'un jalon de la prise de conscience du caractère insupportable d'une éventuelle guerre nucléaire. Conçu en pleine guerre froide, ce traité voulait avant tout éviter la prolifération horizontale en limitant la possession de l'arme nucléaire au club des cinq grandes puissances, membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais il prétendait aussi engager ces grandes puissances dans une dynamique de réduction programmée de leur arsenal nucléaire (art 6 du traité). Les résultats obtenus sont tous étonnants. Le TNP n'a en effet pas empêché quatre pays d'accroître leur armement nucléaire : Israël, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord. En outre, si, après la fin de la guerre froide, on a assisté à une réelle réduction de l'arsenal nucléaire, grâce à d'importants accords internationaux assortis de mécanismes de contrôle contraignants, le processus est nettement enrayé depuis quelques années. De 70 000 armes nucléaires déclarées au début des années 1980, on est passé à 22 000 en 2010 et à 16 350 en 2015. Comme le constate le SIPRI * dans son dernier rapport annuel : « Le nombre total d'ogives nucléaires dans le monde est en baisse, les Etats-Unis et la Russie continuant à réduire leurs arsenaux. Mais, dans le même temps, ces deux Etats mènent actuellement des programmes importants et coûteux de modernisation des systèmes des vecteurs d'armes nucléaires restants, des ogives et de la production. Les arsenaux nucléaires des autres Etats dotés sont beaucoup plus petits, mais tous développent ou déploient de nouveaux systèmes d'armes nucléaires ou déclarent leur intention de le faire ». En clair, aucun des Etats déclarés n'a l'intention de renoncer à son arsenal nucléaire dans un avenir prévisible.

Le réalisme nous commande donc de constater que le TNP est plus adapté pour éliminer les armes nucléaires dans un délai raisonnable, objectif pourtant reconnu comme souhaitable par une écrasante majorité d'Etats non nucléarisés. Le contexte géopolitique n'incite pas à se satisfaire de la situation actuelle, surtout en Europe. Le maintien d'arsenaux nucléaires tactiques en fait toujours un champ de bataille nucléaire potentiel. Le conflit en Ukraine et les tensions avec la Russie ne peuvent que renforcer les craintes à cet égard. En outre, l'émergence de groupes fondamentalistes particulièrement fanatiques et belliqueux rend plausible l'hypothèse d'actions terroristes sophistiquées ou la diversion de matières fissiles. Si la prise de position de Barack Obama le 6 avril 2009 a suscité beaucoup d'espoir, il faut malheureusement constater qu'elle est restée sans suite. En France, l'appel de deux anciens premiers ministres, Michel Rocard et Alain Juppé, remettant en cause l'arme nucléaire n'a pas eu plus de succès. Les déclarations récentes de François Hollande, de David Cameron et de Vladimir Poutine confirment malheureusement qu'il n'y a rien à attendre des détenteurs de l'arme nucléaire pour relancer la dynamique d'élimination totale de ces armes. Une telle dynamique n'a de chance d'aboutir que si elle émane des Etats non dotés. C'est ce qu'a compris l'Autriche qui a récemment promis de

s'engager à œuvrer pour combler le vide juridique permettant l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires. Celles-ci se verraient enfin considérées comme les autres armes prosrites que sont les armes chimiques et bactériologiques, les mines antipersonnelles et les armes sous munitions. En quelques mois, 109 Etats ont déjà adhéré à cet engagement, parmi lesquels quatre Etats membres de l'Union européenne : outre l'Autriche, il s'agit de l'Irlande, de Chypre et de Malte.

A l'occasion de cette journée du 26 septembre, nous appelons les responsables politiques de notre pays à remettre en question une conception de la sécurité (basée sur la dissuasion nucléaire) dont l'efficacité n'a jamais été démontrée et à appuyer une initiative dont on saluera bientôt le rôle historique.

Martine Dardenne, sénatrice honoraire

Paul Lannoye, député européen honoraire

Georges Trussart,** ancien sénateur

* Stockholm Peace Research Institute (SIPRI)

** Les trois signataires sont tous membres du Grappe (Groupe de Réflexion et d'Action Pour une Politique Ecologique).